

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1988-1989

11 AVRIL 1989

Proposition de loi tendant à autoriser l'adoption par un ménage de fait

(Déposée par M. Duquesne)

DEVELOPPEMENTS

L'enfance maltraitée est un sujet d'actualité brûlante. De manière hélas trop fréquente et trop répétée, les journaux nous révèlent, avec force détails, les brutalités dont certains enfants sont victimes, les sévices et les mauvais traitements que leur font endurer certains membres de leur proche entourage.

Cependant, ces enfants maltraités ne constituent que l'aspect le plus immonde et le plus inadmissible d'une situation trop répandue encore dans nos sociétés de bien-être et d'épanouissement individuels: je veux parler ici de l'enfance malheureuse, de cette enfance qui, trop souvent encore, est privée de réelle affection ou livrée à elle-même dans un climat d'indifférence familiale peu propice ou peu favorable à la réalisation harmonieuse de l'individu et peu susceptible d'apporter l'aide morale et humaine nécessaire à la transformation de l'enfant en adolescent, puis en adulte équilibré et épanoui.

Toutes les possibilités de remédier à ces dangereuses carences affectives doivent être recherchées et encouragées.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1988-1989

11 APRIL 1989

Voorstel van wet strekkende om de adoptie door een feitelijk gezin mogelijk te maken

(Ingediend door de heer Duquesne)

TOELICHTING

Kindermishandeling is volop aan de orde. Maar al te vaak bieden de kranten het gedetailleerd relaas van de wreedheden die sommige kinderen ondergaan en van de mishandelingen die zij moeten verduren van mensen uit hun naaste omgeving.

Kindermishandeling vormt evenwel slechts de meest weerzinwekkende en verwerpelijke kant van een toestand die te zeer verbreid is in onze maatschappij die het persoonlijk welzijn en de zelfontplooiing hoog in haar vaandel voert. Wij hebben het over de ongelukkige kinderen die in te veel gevallen gemeente genegenheid moeten ontberen en aan hun lot worden overgelaten in een sfeer van onverschilligheid binnen het gezin. Die omstandigheden bieden het individu slechts geringe kansen tot een evenwichtige ontwikkeling, ontzeggen hem de morele en menselijke steun die hij nodig heeft om van kind tot adolescent en nadien tot evenwichtige en ontwikkelde volwassene op te groeien.

Iedere mogelijkheid om dat gevaarlijk gebrek aan affectie te verhelpen behoort gezocht en bevorderd te worden.

L'adoption apparaît, à cet égard, comme l'un des moyens les plus souhaitables pour intégrer un enfant dans un milieu familial attentif et soucieux de lui dispenser toute la chaleur nécessaire au développement heureux de sa personnalité.

La nouvelle législation du 27 avril 1987 s'est efforcée d'étendre les possibilités d'adoption, et l'on ne peut évidemment que s'en réjouir.

L'âge auquel on peut adopter a été abaissé; dorénavant, les isolés peuvent adopter «pleinement»; de plus, l'insertion d'un titre *VIIIbis* dans le Code civil, consacré à l'abandon des enfants mineurs, facilitera désormais l'adoption d'enfants séjournant dans des homes belges.

Tout cela est fort bien, mais doit être considéré comme encore insuffisant.

La présente proposition de loi s'inspire du même esprit généreux qui a présidé au changement de législation en 1987 et s'efforce d'étendre encore les possibilités d'adoption.

Il s'agit, en premier lieu, de créer pour le juge, dans certains cas, l'obligation — et non plus seulement la faculté — de prononcer l'abandon d'enfant afin de dégager, de façon immédiate, les conditions d'adoptabilité de cet enfant.

Il s'agit ensuite d'autoriser un ménage de fait à conclure une adoption, cette possibilité n'étant pas prévue par l'actuelle législation.

1. L'actualité récente nous révèle le cas d'un enfant nouveau-né abandonné au bord même de l'autoroute et sauvé d'une mort probable par un automobiliste attendri et compatissant qui, selon les journaux, souhaiterait aussitôt l'adopter.

La loi du 20 mai 1987 a inséré dans le Code civil un nouveau titre *VIIIbis* relatif à l'abandon d'enfant mineur. Cette législation nouvelle autorise le juge à prononcer l'abandon après constatation que les parents se sont effectivement désintéressés de l'enfant pendant un certain temps.

Sur la base de ces nouvelles dispositions, 128 procédures judiciaires avaient été entamées à la fin de l'année 1988 et avaient donné lieu à 41 jugements prononçant une déclaration d'abandon, et à 5 jugements transférant l'autorité parentale.

La nouvelle législation a donc incontestablement son utilité. Elle laisse toutefois subsister deux écueils que la présente proposition a précisément pour but de supprimer.

D'une part, l'article 370*bis* actuel du Code civil laisse entier le pouvoir d'appréciation du juge de la jeunesse qui n'est pas tenu, mais simplement autorisé à prononcer l'abandon d'enfant s'il l'estime utile

Op dat stuk lijkt adoptie een van de meest aangegeven middelen te zijn om het kind op te nemen in een gezinsstructuur die met hem begaan is en hem al de hartelijkheid wil bieden nodig voor een harmonieuze groei van zijn persoonlijkheid.

De nieuwe wet van 27 april 1987 heeft de mogelijkheid van adoptie willen uitbreiden. Dat is uiteraard een verheugend feit.

Zo verlaagt zij de leeftijd om te adopteren. Voortaan kunnen alleenstaanden ten volle adopteren. Door bovendien in het Burgerlijk Wetboek een titel *VIIIbis* — Verlating van een minderjarige in te voegen, zal ook de adoptie van kinderen die in Belgische instellingen verblijven, in het vervolg vlotter verlopen.

Dat is reeds een behoorlijk resultaat, doch volstaan doet het niet.

Dit voorstel is ingegeven door dezelfde mildheid die aan de basis lag van de wetswijziging van 1987, en streeft ernaar de mogelijkheden van adoptie nog meer te verruimen.

Eerst behoort er een regel te komen volgens welke de rechter in bepaalde omstandigheden het kind moet (en niet meer alleen «kan») verlaten verklaren teneinde onmiddellijk na te gaan onder welke voorwaarden het kind geadopteerd kan worden.

Voorts behoort een feitelijk gezin het recht te krijgen om te adopteren, wat volgens de huidige wetgeving niet kan.

1. Wij hebben in de nieuwsmedia vernomen hoe een pasgeboren kind aan de rand van de autoweg achtergelaten werd en van een gewisse dood werd gered door een vertederd en medevoelend chauffeur die, zo vervolgen de kranten, het onmiddellijk zou willen adopteren.

Zoals gezegd heeft de wet van 20 mei 1987 in het Burgerlijk Wetboek een titel *VIIIbis* — Verlating van een minderjarige ingevoegd. Zo kan de rechter het kind verlaten verklaren, nadat hij heeft vastgesteld dat de ouders er gedurende een bepaalde tijd kennelijk niet naar hebben omgezien.

Tot eind 1988 werden er op basis van die nieuwe bepaling, 128 gerechtelijke procedures ingezet. In 41 gevallen werd het kind bij vonnis verlaten verklaard en in 5 andere gevallen werd het ouderlijk gezag overgedragen.

De nieuwe regeling heeft dus onbetwistbaar haar nut bewezen. Zij heeft evenwel twee hinderpalen laten bestaan en die wil dit voorstel opruimen.

Eerst laat het bestaande artikel 370*bis* van het Burgerlijk Wetboek de beoordelingsbevoegdheid van de jeugdrechter ongemoeid: hij moet het kind niet verlaten verklaren, doch kan zulks doen zo hij dat voor het

pour celui-ci. La proposition vise, pour sa part, à faire en sorte que, dans certains cas, le tribunal de la jeunesse soit obligé de déclarer l'abandon. Deux conditions « automatiques » d'abandon d'enfant semblent ainsi s'imposer: il s'agit du cas de l'enfant dont les parents se sont manifestement désintéressés depuis au moins cinq ans, et du cas de l'enfant abandonné dès sa naissance même.

D'autre part, lorsqu'il s'agit précisément d'un abandon survenu dès la naissance, selon la législation actuelle, la demande en déclaration d'abandon ne peut être judiciairement introduite qu'après l'écoulement d'un délai de six mois.

Le but de la proposition est également de supprimer la nécessité de respecter ce délai de sorte que, dans des cas semblables à celui de notre automobiliste ayant recueilli le nouveau-né au bord de l'autoroute, la procédure judiciaire puisse être entamée immédiatement, l'abandon étant manifeste dès la naissance.

2. La présente proposition de loi tend également à modifier le principe, actuellement concrétisé par l'article 346 du Code civil, selon lequel l'adoption est — normalement — le fait d'un adoptant isolé, la faculté d'adoption étant toutefois étendue à un couple lorsqu'il s'agit de deux époux.

Cette restriction de principe de l'article 346 du Code civil apparaît comme trop étriquée au regard de nos mœurs actuelles.

L'envie, le besoin de dispenser à un enfant malheureux ou abandonné, un réel et sincère amour parental n'est pas l'apanage des seuls couples mariés; d'autre part, il faut admettre que, de nos jours, l'opinion publique semble accorder la même valeur et la même importance humaine à la cellule familiale composée des parents et des enfants vivant sous le même toit, sans s'occuper de savoir si les parents constituent un couple « légal » ou non. L'amour, l'affection, la chaleur humaine dont un homme et une femme sont prêts à entourer un enfant en jouant pleinement leur rôle de père et de mère sont des critères plus fondamentaux que le cadre légal que cet homme et cette femme ont entendu donner à leur union.

Certes, il ne convient pas de confier des responsabilités parentales à quiconque n'aurait pas fait la preuve de son équilibre et de sa stabilité dans ses relations affectives. C'est pourquoi le couple non marié ne doit être autorisé à conclure une adoption que s'il a suffisamment démontré cet équilibre et cette stabilité.

La présente proposition parle donc expressément de « cohabitants stables » en précisant que pourront être considérés comme tels l'homme et la femme non mariés mais domiciliés ensemble, de manière ininterrompue, depuis au moins cinq ans.

Pour définir la stabilité d'un couple, il semble en effet qu'il puisse être fait référence — *a contrario* — à la législation en matière de divorce: cette dernière

betrokken kind nuttig acht. Dit voorstel beoogt evenwel dat de jeugdrechtbank verplicht is in bepaalde gevallen het kind verlaten te verklaren. Zo lijken er twee voorwaarden tot stand te moeten komen waaraan automatisch voldaan is: het geval van het kind naar wie de ouders gedurende ten minste vijf jaar kennelijk niet hebben omgezien en het geval van het kind dat reeds bij zijn geboorte verlaten werd.

Wanneer voorts het kind precies vanaf zijn geboorte werd verlaten, moeten er in de huidige stand van de wetgeving eerst zes maanden verstreken zijn voor de vordering tot verlatenverklaring voor de rechtbank kan worden ingesteld.

Voor gevallen als die van de chauffeur van wie hierboven sprake, wil dit voorstel de verplichte naleving van die termijn opheffen zodat de procedure onmiddellijk kan worden ingezet aangezien het kennelijk om een verlating vanaf de geboorte gaat.

2. Ook wil dit voorstel het in artikel 346 van het Burgerlijk Wetboek vervat beginsel wijzigen volgens hetwelk in de regel slechts één persoon kan adopteren, welke mogelijkheid tot twee personen wordt verruimd voor zover het om twee echtgenoten gaat.

In het licht van de heersende zeden komt die principiële beperking van artikel 346 van het Burgerlijk Wetboek als erg bekrompen voor.

De bedoeling en de behoefte om aan een ongelukkig of verlaten kind gemeente en oprechte ouderlijke liefde te bieden is geen voorrecht van gehuwde paren alleen. Tevens dient men ervan uit te gaan dat de publieke opinie heden ten dage een gezinsstructuur met ouders en kinderen die onder één dak wonen als volwaardig lijkt te beschouwen zonder stil te staan bij de vraag of het om een « wettig » paar gaat. De liefde, de affectie en de hartelijkheid die een man en een vrouw aan een kind willen geven vanuit een volwaardig vader- of moederschap, zijn als criteria belangrijker dan het wettelijk kader waarin die man en die vrouw hun relatie hebben willen onderbrengen.

Ongetwijfeld behoort geen ouderlijke verantwoordelijkheid te worden gegeven aan iemand die in zijn affectieve relatie geen blijk heeft gegeven van evenwicht en stabiliteit. Daarom mag een niet gehuwd paar niet gemachtigd worden om te adopteren dan nadat het van voldoende evenwicht en stabiliteit heeft doen blijken.

Dit voorstel handelt dus uitdrukkelijk over « duurzaam samenwonenden » en bepaalt dat als dusdanig kunnen worden beschouwd de weliswaar niet-gehuwde doch sedert ten minste vijf jaar ononderbroken samenwonende man en vrouw.

Om de duurzaamheid van een paar te bepalen, kan *a contrario* worden verwezen naar de wetgeving inzake echtscheiding. Die gaat er immers van uit dat

considère que, après cinq ans de séparation continue, le couple peut être considéré comme définitivement inexistant; à l'inverse, après cinq ans de vie commune ininterrompue, le ménage de fait peut être considéré comme suffisamment stable pour que l'on puisse en déduire une intention évidente de l'un et l'autre de poursuivre indéfiniment la vie commune.

C'est là, à notre sens, la seule condition qu'il faille mettre à la possibilité d'adoption par un ménage de fait.

Pour le surplus, l'admissibilité et les conditions de fond de la filiation adoptive, telles qu'elles sont actuellement réglées par le Code civil lorsque l'adoption est le fait de deux époux, devraient être applicables telles quelles à l'adoption par un ménage de fait. C'est pourquoi la proposition se borne à énoncer le principe de l'extension de la possibilité d'adoption par un homme et une femme non mariés, tout en laissant au Roi le soin de procéder aux adaptations de texte nécessaires pour rendre les diverses dispositions du Code civil concernées compatibles avec ce nouveau principe en procédant à l'assimilation totale avec la procédure d'adoption par les époux. Cette assimilation doit ainsi permettre, comme pour les époux et aux mêmes conditions, l'adoption par l'un des membres du ménage de fait de l'enfant ou de l'enfant adoptif de son cohabitant.

La présente proposition de loi ne modifie rien non plus aux effets de l'adoption tels qu'ils sont actuellement réglés par les dispositions du Code civil. Les droits et obligations découlant de l'adoption, tant pour l'adopté que pour les adoptants, doivent demeurer identiques à ce qu'ils sont actuellement et il n'y a pas davantage lieu de singulariser sur ce point l'adoption par un ménage de fait d'une adoption réalisée par deux époux. Ainsi, par exemple, en cas de séparation des cohabitants, les problèmes de garde, d'entretien et d'éducation de l'enfant adopté se règlent de la même manière que pour les enfants nés du mariage de leurs parents.

Le même raisonnement s'indique pour ce qui est des conditions dans lesquelles la révocation de l'adoption peut intervenir.

Enfin, l'adoption plénière doit, elle aussi, par identité de motifs, être accessible aux cohabitants stables. Comme pour l'adoption ordinaire, la présente proposition se borne à énoncer le principe, laissant au Roi le soin de procéder aux adaptations de texte nécessaires pour rendre les dispositions concernées conformes au principe énoncé.

A. DUQUESNE.

*
* *

het paar na een vijf jaar durende scheiding als definitief onbestaande wordt beschouwd. Daar tegenover staat dat het feitelijk gezin na vijf jaar ononderbroken samenleven als voldoende duurzaam gezien mag worden om eruit te kunnen afleiden dat beide partners de vaste bedoeling hebben het samenleven onbegrensd te bestendigen.

Dit is naar wij menen de enige voorwaarde die te stellen is voor de adoptie door een feitelijk gezin.

Daarenboven zouden de regels inzake de toelaatbaarheid en de basisvoorwaarden van de adoptieve afstamming die volgens het Burgerlijk Wetboek thans gelden wanneer twee echtgenoten adopteren, in hun huidige vorm onverkort toepassing moeten vinden wanneer een feitelijk gezin adopteert. Om die redenen wil dit voorstel alleen principieel bepalen dat ook een man en een vrouw die niet gehuwd zijn, samen kunnen adopteren. Het staat dan aan de Koning de tekst waar nodig aan te passen teneinde de betrokken bepalingen van het Burgerlijk Wetboek volledig in overeenstemming te brengen met het nieuwe beginsel via een algehele gelijkschakeling met de procedure bij adoptie door echtgenoten. Op die manier kan een lid van het feitelijk gezin het kind of het adoptief kind van het andere lid erkennen, op dezelfde wijze en onder dezelfde voorwaarden als wanneer echtgenoten dat doen.

Voorts wijzigt dit voorstel evenmin iets aan de gevolgen van de adoptie zoals het Burgerlijk Wetboek die momenteel regelt. De rechten en de plichten die uit de adoptie volgen voor zowel de geadopteerde als de adoptanten moeten in hun huidige vorm blijven bestaan. Evenmin bestaat er enige reden om op dat stuk een onderscheid in te voeren tussen de adoptie door een feitelijk gezin en de adoptie door twee echtgenoten. Daarom worden de problemen inzake de bewaring, het onderhoud en de opvoeding van het adoptief kind bij de «scheiding» van de samenwonenden op dezelfde manier opgelost als voor kinderen die uit het huwelijk van hun ouders zijn geboren.

Die redenen dienen ook te gelden in verband met de voorwaarden waaronder de adoptie herroepen kan worden.

Tot slot behoort ook de volle adoptie om dezelfde redenen open te staan voor duurzaam samenwonenden. Zoals voor de gewone adoptie wil dit voorstel ook hier louter in beginsel bepalen dat de Koning de teksten aanpast waar nodig teneinde de betrokken bepalingen te doen overeenstemmen met het ingevoerde beginsel.

*
* *

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

L'article 346, alinéa premier, du Code civil, est remplacé par la disposition suivante :

« Nul ne peut être adopté par plusieurs, si ce n'est par un homme et une femme mariés ensemble ou constituant un couple de cohabitants stables. Sont considérés comme cohabitants stables, l'homme et la femme non mariés domiciliés ensemble, de manière ininterrompue, depuis au moins cinq ans. »

Art. 2

L'article 368, § 3, alinéa premier, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Aucune adoption plénière ne peut être faite par plusieurs, si ce n'est par un homme et une femme mariés ensemble ou constituant un couple de cohabitants stables. Sont considérés comme cohabitants stables, l'homme et la femme non mariés domiciliés ensemble, de manière ininterrompue, depuis au moins cinq ans. »

Art. 3

Le Roi est chargé de procéder aux adaptations de texte nécessaires pour rendre les articles 344, 345, 346, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 358, 361, 367 et 370 du même Code conformes aux dispositions énoncées aux articles 1 et 2 de la présente loi.

Art. 4

L'article 370*bis*, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Toutefois, lorsque l'enfant a été recueilli dès sa naissance par une personne ou par une institution d'hébergement, le tribunal de la jeunesse doit déclarer l'abandon sur la simple constatation que celui-ci est intervenu dès la naissance. Le tribunal de la jeunesse est de même tenu de déclarer l'abandon lorsque le désintérêt manifeste des parents s'est poursuivi pendant au moins cinq années. »

A. DUQUESNE.

VOORSTEL VAN WET**Artikel 1**

Artikel 346, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Niemand kan worden geadopteerd door meer dan één persoon, behalve door een man en een vrouw die met elkaar gehuwd zijn of die als paar duurzaam samenwonen. Als duurzaam samenwonenden worden beschouwd de ongehuwde man en vrouw die sedert ten minste vijf jaar ononderbroken dezelfde woonplaats delen. »

Art. 2

Artikel 368, § 3, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Niemand kan ten volle geadopteerd worden door meer dan één persoon behalve door een man en een vrouw die met elkaar gehuwd zijn of die als paar duurzaam samenwonen. Als duurzaam samenwonenden worden beschouwd de ongehuwde man en vrouw die sedert ten minste vijf jaar ononderbroken dezelfde woonplaats delen. »

Art. 3

De Koning wordt ermee belast de nodige tekstaanspassingen te laten uitvoeren om de artikelen 344, 345, 346, 350 tot 356, 358, 361, 367 en 370 van hetzelfde Wetboek in overeenstemming te brengen met het bepaalde in de artikelen 1 en 2 van deze wet.

Art. 4

Artikel 370*bis*, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Is het kind echter vanaf zijn geboorte ondergebracht bij een persoon of een opvanginstelling, dan moet de jeugdrechtbank de verlatenverklaring uitspreken op de gewone constatering dat het kind vanaf zijn geboorte verlaten is. Evenzo moet de jeugdrechtbank de verlatenverklaring uitspreken wanneer de ouders gedurende ten minste vijf jaar kennelijk niet naar het kind hebben omgezien. »